

**Burkina Faso - Déclaration du
porte-parole du Service européen
pour l'action extérieure sur
l'abolition de la peine de mort**
(Bruxelles, 01 juin 2018)

Le 31 mai, l'Assemblée nationale du Burkina Faso a voté en faveur d'un nouveau code pénal abolissant la peine de mort.

L'Union européenne félicite le Burkina Faso pour cette avancée, qui contribue à l'abolition progressive de la peine de mort sur le continent africain et aide à imposer un moratoire global sur les exécutions.

La promulgation du nouveau code fera passer à 21 les pays d'Afrique qui mettent en oeuvre des lois abolitionnistes et envoie un signal clair aux autres pays de la région et au-delà.

L'Union européenne est résolument opposée à la peine de mort en toutes circonstances, qui est un châtiment cruel, inhumain et dégradant, et constitue une violation du droit à la vie. La peine de mort n'exerce aucun effet dissuasif sur la criminalité et représente une négation inacceptable de la dignité humaine. Elle rend irréversibles les erreurs qui surviennent inévitablement dans tout système judiciaire.

L'abolition de la peine de mort contribue au développement progressif des droits de l'Homme./.